LEGISLATION
28. FEV 1961
Coordination (2)

ML. L. 7401/1.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 30 décembre 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "en matière de dépôts d'épargne auprès des Banques privées, modifiant et complétant la loi du 30 avril 1958 étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne", a donné le 16 janvier 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30e december 1960 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "inzake spaargeldinleg bij private banken tot wijziging en aanvulling van de wet van 30 april 1958 waarbij voor bepaalde spaargeldinleg de handelingsbekwaamheid van de gehuwde vrouw en van de minderjarige wordt uitgebreid", heeft de 16e januari 1961 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de modifier la loi du 30 avril 1958 étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne.

L'objet de cette modification est d'étendre le champ d'application de cette loi à une nouvelle catégorie de dépôts d'épargne, à savoir les dépôts auprès des banques privées.

\+

\+ \+

La loi du 10 février 1900, relative à l'épargne de la femme mariée et du mineur, a complété la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse générale d'épargne et de retraite par des dispositions visant à permettre tant à la femme qu'au mineur d'âge :

1° de se faire ouvrir un livret à la Caisse d'épargne et de retraite sans l'assistance du mari ou l'intervention du représentant légal;

2° de retirer mensuellement une certaine somme de ce livret, sauf opposition du mari ou du représentant légal, avec cette réserve , cependant, que les mineurs non émancipés de moins de seize ans doivent, pour tout retrait, obtenir le "consentement" de leur représentant légal, tandis que les mineurs émancipés n'ont besoin d'aucune assistance quelle que soit l'importance du retrait.

.../...

La loi du 30 avril 1958 relative aux droits et devoirs respectifs des époux a considérablement étendu la capacité de la femme mariée, même commune en biens, dans ses rapports avec la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Selon l'article 23bis de la loi du 16 mars 1865, tel qu'il fut modifié par ladite loi du 30 avril 1958, "la femme mariée, même commune en biens, a seule le pouvoir de retirer les sommes inscrites au livret ouvert à son nom. Le mari, commun en biens, peut toutefois s'opposer au retrait des fonds s'ils ne constituent pas des biens réservés de la femme".

Par une loi distincte, datée également du 30 avril 1958 et due à l'initiative parlementaire, le législateur a prévu pour les dépôts d'épargne effectués par des femmes mariées et par des mineurs d'âges auprès de caisses d'épargne privées un régime identique à celui qui est applicable à de tels dépôts auprès de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Le but du projet est d'étendre ce régime aux dépôts effectués auprès des banques privées. Un voeu en ce sens avait déjà été exprimé au sein de la Commission de la Justice de la Chambre des Représentants lors de l'examen du projet qui est devenu la loi du 30 avril 1958 (Chambre, session 1954-55, document 330, n° 4).

+

+ +

.../...

Si le projet est adopté, le régime de la capacité élargie accordé aux femmes mariées et aux mineurs d'âge pour leurs dépôts d'épargne, s'appliquera désormais aux dépôts effectués auprès :

- de la Caisse générale d'épargne et de retraite;
- des caisses privées d'épargne;
- des banques privées, pour autant qu'il s'agisse de dépôts répondant aux conditions d'exigibilité agréées par la Commission bancaire.

En revanche, les dépôts effectués par les femmes mariées et les mineurs auprès d'établissements d'intérêt public ou d'économie mixte, autres que la Caisse générale d'épargne et de retraite, où fonctionne un service de dépôts reçus en carnets, tel le Crédit communal de Belgique, resteront exclus du bénéfice du régime de la capacité élargie.

Il appartiendra au législateur de décider s'il ne convient pas d'étendre le régime de la capacité élargie aux dépôts effectués auprès de ces établissements du secteur public.

En disposant que les carnets ou livrets de dépôt devront répondre aux conditions de retrait fixées par la Commission bancaire, les articles 1er et 2 du projet confèrent implicitement un caractère réglementaire au pouvoir accordé à cette commission par l'arrêté ministériel du 12 octobre 1949 portant approbation du règlement du 11 octobre 1949 sur les coefficients bancaires. Pour que

.../...

cette formule soit à l'abri des critiques d'ordre constitutionnel, il conviendrait de préciser que les conditions de retrait seront agréées par la Commission bancaire "moyennant approbation du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques". Cette formule, qui sauvegarde la responsabilité ministérielle dans l'exercice, par une autorité subordonnée, du pouvoir réglementaire délégué par la loi, aura pour effet d'harmoniser les dispositions du présent projet avec celles de l'article 11 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

+

\+ +

Il conviendrait de remplacer aux alinéas 2 et 4 de l'article 1er de la loi du 30 avril 1958, le mot "livret" par les mots "livret ou carnet".

+

\+ +

Le projet a pour but d'étendre aux dépôts d'épargne que les mineurs émancipés ou non pourront se constituer auprès des banques privées, le régime applicable aux dépôts auprès des caisses d'épargne privées.

.../...

Pour que l'intention du Gouvernement se traduise clairement dans le texte, il y aurait lieu de remplacer l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 30 avril 1958 par la disposition suivante :

"Le mineur non émancipé pourra se faire ouvrir un livret d'épargne ou carnet de dépôt auprès des caisses ou des entreprises désignées à l'alinéa 1er, sans l'intervention de son représentant légal".

En outre, il conviendrait de remplacer à l'alinéa 3 de cet article le mot "livret" par les mots "livret ou carnet".

\+

\+ \+

Selon l'article 3 de la loi du 30 avril 1958, les exploits d'opposition ou lettres recommandées à la poste qui remplacent ces exploits, faits à la demande du mari ou du représentant légal du mineur non émancipé, doivent être notifiés à "l'administrateur délégué ou au directeur gérant de la caisse d'épargne privée, selon qu'elle est constituée sous forme de société anonyme ou de société coopérative".

Cette procédure est visiblement calquée sur celle qui est prévue par l'article 23 quinquies de la loi du 16 mars 1865 sur la Caisse générale d'épargne et de retraite , modifiée par la loi du 10 février 1900. Cet article prévoit que l'opposition sera notifiée au directeur général de la Caisse.

Le projet ne respecte pas le parallélisme qui fut observé par le législateur lorsqu'il adopta la loi du 30 avril 1958. Il prévoit, en effet, que l'exploit d'opposition, ou la lettre recommandée à la poste destinée à le remplacer, seront notifiés "à l'entreprise".

Certes, selon les règles de la procédure du droit commun, les exploits destinés à des sociétés jouissant de la personnalité civile sont notifiés à la société en son siège social (cfr. article 69, 6°, du Code de procédure civile).

Mais en matière de livrets d'épargne, le législateur a expressément manifesté sa volonté de déroger à cette règle quand il s'agit de la notification à la Caisse générale d'épargne et de retraite, ainsi qu'aux caisses d'épargne privées, d'exploits d'opposition ou de lettres recommandées. Cela résulte clairement de l'article 23 quinquies, alinéa 1er, de la loi sur la Caisse générale d'épargne et de retraite, ainsi que de l'article 3, alinéa 1er, de la loi du 30 avril 1958 que le projet a pour but de modifier.

Compte tenu de ces dispositions, il serait illogique d'instaurer, quant aux seules banques privées, un régime selon lequel l'opposition serait notifiée à l'"entreprise".

.../...

Il est toutefois difficile de procéder à une énumération précise des personnes qui, dans chacune des sociétés visées par le projet, occupent des fonctions analogues à celles des administrateurs délégués et des administrateurs gérants mentionnés dans l'arficle 3 de la loi du 30 avril 1958.

Dès lors, il paraît préférable de désigner la personne à qui les notifications prévues à l'article 3 du projet doivent être faites, par la fonction qu'elle remplit, c'est-à-dire la gestion journalière de l'entreprise, gestion dont la notion est clairement dégagée par le législateur à l'article 63 de l'arrêté royal du 30 novembre 1935 portant coordination des lois sur les sociétés commerciales.

Au surplus la similitude des formes que peuvent revêtir les caisses privées et les entreprises visées au projet justifie l'adoption d'une formule unique pour les deux catégories d'organismes. En conséquence, l'article 3 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3. L'opposition visée aux articles 1er et 2 sera faite, poursuivie et jugée d'après les règles de la procédure de droit commun, sauf les dérogations suivantes :

- L'exploit d'opposition sera notifié à la personne ou à l'une des personnes chargées de la gestion journalière de la caisse d'épargne privée ou de l'entreprise

.../...

qui a ouvert le livret d'épargne ou le carnet de dépôt, et mentionnera, à peine de nullité, la qualité en laquelle agit l'opposant, ainsi que les nom, prénoms, lieu et date de naissance du mineur ou de la femme mariée.

- Dans la huitaine de la date de signification de l'exploit, l'opposant sera tenu, sous peine de nullité de son opposition, d'assigner en validité le mineur ou la femme mariée et de dénoncer la demande en validité à la personne ou à l'une des personnes chargées de la gestion journalière de la caisse d'épargne privée ou de l'entreprise qui a ouvert le livret d'épargne ou le carnet de dépôt.
- Le délai pour faire opposition ou interjeter appel sera de huit jours à partir de la notification du jugement; celui pour se pourvoir en cassation, de quinze jours.
- La décision qui aura acquis l'autorité de la chose jugée sera notifiée à la personne ou à l'une des personnes chargées de la gestion journalière de la caisse d'épargne privée ou de l'entreprise qui a ouvert le livret d'épargne ou le carnet de dépôt.
- Les notifications aux personnes chargées de la gestion journalière pourront être faites par lettre recommandée à la poste".

\+

\+ \+

Le projet appelle encore quelques observations de forme mentionnées ci-après.

.../...

L'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1958 étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne".

Le liminaire de l'article 1er devrait être rédigé comme suit :

"L'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 30 avril 1958 étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne, est complété par la disposition suivante : ...".

Le liminaire de l'article 2 devrait être rédigé comme suit :

"L'article 2, alinéa 1er, de la même loi est complété par la disposition suivante : ...".

Het ontwerp strekt tot wijziging van de wet van 30 april 1958 waarbij voor bepaalde spaargeldinleg de handelingsbekwaamheid van de gehuwde vrouw en van de minderjarige wordt uitgebreid.

Doel van de wijziging is het toepassingsgebied van die wet uit te breiden tot een andere categorie van spaargeldinleg, met name de inleg bij private banken.

\+

\+ +

De wet van 10 februari 1900 betreffende de spaarpenningen van de gehuwde vrouw en de minderjarige heeft de wet van 16 maart 1865 houdende instelling van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas zo aangevuld dat de vrouw en de minderjarige :

1° zonder bijstand van de man of optreden van de wettelijke vertegenwoordiger een boekje op hun naam kunnen krijgen bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;

2° maandelijks een bedrag van dit boekje kunnen opvragen, behoudens verzet van de man of van de wettelijke vertegenwoordiger, met dit voorbehoud echter, dat niet ontvoogde minderjarigen beneden zestien jaar voor iedere opvraging de "toestemming" van hun wettelijke vertegenwoordiger moeten krijgen, terwijl ontvoogde minderjarigen geen bijstand behoeven, ongeacht het bedrag dat zij opvragen.

.../...

De wet van 30 april 1958 betreffende de wederzijdse rechten en plichten van de echtgenoten heeft de bekwaamheid van de zelfs in gemeenschap van goederen gehuwde vrouw aanzienlijk uitgebreid wat haar betrekkingen met de Algemene Spaar- en Lijfrentekas betreft.

Volgens artikel 23bis van de wet van 16 maart 1865, zoals het door genoemde wet van 30 april 1958 is gewijzigd, "heeft de vrouw, zelfs indien zij in gemeenschap van goederen gehuwd is, alleen de bevoegdheid om de bedragen ingeschreven in het spaarboekje, dat op haar naam geopend is, op te halen. De in gemeenschap van goederen gehuwde man kan zich evenwel verzetten tegen de ophaling van de gelden, indien zij geen voorbehouden goederen van de vrouw zijn".

Door een andere, uit het parlementair initiatief ontstane wet, eveneens van 30 april 1958, heeft de wetgever voor de spaarinleg van gehuwde vrouwen en minderjarigen bij private spaarkassen eenzelfde regeling ingevoerd als van toepassing is op zodanige inleg bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Doel van het ontwerp is deze regeling uit te breiden tot de deposito's bij private banken. In die zin was reeds een wens geuit in de Kamercommissie voor Justitie bij het onderzoek van het ontwerp dat de wet van 30 april 1958 (Kamer, zitting 1954-55, Gedr. St. 330, nr 4) geworden is.

+

\+ +

.../...

Wordt het ontwerp goedgekeurd, dan zal het stelsel van de verruimde handelingsbekwaamheid van gehuwde vrouwen en minderjarigen ter zake van hun spaargeldinleg, voortaan toepassing vinden voor inleg bij :

- de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;
- private spaarkassen;
- private banken, voor zover het gaat om deposito's die voldoen aan de door de Bankcommissie erkende voorwaarden inzake opvraging.

Daarentegen blijven de deposito's vanwege gehuwde vrouwen en minderjarigen bij instellingen van openbaar nut of van gemengd economische aard - buiten de Algemene Spaar- en Lijfrentekas -,waar een dienst voor deposito's op boekjes bestaat, zoals het Gemeentekrediet van België, uitgesloten van dit stelsel van verruimde bekwaamheid.

Het is zaak van de wetgever te beslissen of die verruimde bekwaamheid al dan niet moet worden uitgebreid tot deposito's bij deze instellingen van de openbare sector.

Door te bepalen dat de depositoboekjes aan de door de Bankcommissie gestelde opvragingsvoorwaarden moeten beantwoorden, verlenen de artikelen 1 en 2 van het ontwerp stilzwijgend een verordenend karakter aan de bevoegdheid die aan genoemde commissie is toegekend door het ministerieel besluit van 12 oktober 1949 houdende goedkeuring van het reglement van 11 oktober 1949

.../...

over de bankcoëfficiënten. Opdat de grondwettigheid van deze formule niet kan worden betwist, dient nader te worden bepaald dat de voorwaarden inzake opvraging door de Bankcommissie zullen worden erkend "mits zij door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken worden goedgekeurd". Dank zij die formule, die de ministeriële aansprakelijkheid in de uitoefening van de bij de wet overgedragen verordeningsbevoegdheid door een ondergeschikte overheid vrijwaart, zullen de bepalingen van het onderhavige ontwerp in overeenstemming komen met die van artikel 11 van het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935.

+

\+ +

In artikel 1, tweede en vierde lid, van de wet van 30 april 1958 dient het woord "(spaar)boekje" te worden vervangen door de woorden "spaar- of depositoboekje".

+

\+ +

Het ontwerp strekt ertoe de regeling die voor inleg bij private spaarkassen geldt, uit te breiden tot de spaarinleg van al dan niet ontvoogde minderjarigen bij private banken.

Om de bedoeling van de Regering duidelijk in de tekst tot uiting te brengen, vervange men artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 april 1958 door de volgende bepaling :

.../...

"De niet ontvoogde minderjarige kan bij de in het eerste lid aangewezen kassen of ondernemingen een spaar- of depositoboekje op zijn naam laten openen zonder toedoen van zijn wettelijke vertegenwoordiger".

Bovendien vervange men in de Franse tekst van het derde lid van dat artikel het woord "boekje" door de woorden "spaar- of depositoboekje".

+

\+ +

Volgens artikel 3 van de wet van 30 april 1958 moeten de exploten tot verzet of de ter post aangetekende brieven die deze vervangen, gedaan op verzoek van de man of van de wettelijke vertegenwoordiger van de niet ontvoogde minderjarige, betekend worden aan "de afgevaardigde-beheerder of aan de directeur-beheerder van de private spaarkas, naargelang deze is opgericht in de vorm van een naamloze of van een coöperatieve vennootschap".

Deze procedure is kennelijk een navolging van die van artikel 23 quinquies van de wet van 16 maart 1865 op de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1900. Dit artikel bepaalt dat het verzet aan de directeur-generaal van de Kas wordt betekend.

.../...

Het ontwerp houdt zich niet aan het parallellisme dat de wet van 30 april 1958 in acht heeft genomen. Het bepaalt immers dat het exploot tot verzet of de bij ter post aangetekende brief die het moet vervangen, aan de "onderneming" wordt betekend.

Volgens de gemeenrechtelijke procedureregelen worden de exploten, bestemd voor vennootschappen met rechtspersoonlijkheid,weliswaar ten maatschappelijke zetel van de vennootschap betekend (cfr artikel 69, 6°, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering).

Maar met betrekking tot de spaarboekjes heeft de wetgever uitdrukkelijk zijn wil te kennen gegeven om van die regel af te wijken voor betekening van exploten van verzet of ter post aangetekende brieven aan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en aan private spaarkassen. Dit blijkt duidelijk uit artikel 23quinquies , eerste lid, van de wet op de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, alsook uit artikel 3, eerste lid, van de wet van 30 april 1958 welke het ontwerp wil wijzigen.

Gelet op deze bepalingen ware het onlogisch, alleen voor private banken zulk een regeling in te voeren, dat het verzet aan de "onderneming" wordt betekend.

Bezwaarlijk kan een nauwkeurige opsomming worden gegeven van hen die, in ieder van de door het ontwerp bedoelde vennootschappen, een ambt bekleden als dat van de in artikel 3 van de wet van 30 april 1958 vermelde afgevaardigden-beheerders en directeurs-beheerders.

.../...

Het lijkt derhalve verkieslijk degene aan wie de in artikel 3 van het ontwerp bedoelde betekeningen moeten worden gedaan, aan te wijzen door vermelding van de taak waarmede hij is belast, namelijk het dagelijks beheer van de onderneming, waarvan het begrip door de wetgever duidelijk is omschreven in artikel 63 van het koninklijk besluit van 30 november 1935 tot samenschakeling van de wetten op de handelsvennootschappen.

Bovendien wettigt de gelijkenis van de vorm waarin de private kassen en de ondernemingen als in het ontwerp bedoeld, kunnen zijn opgericht, het gebruik van eenzelfde formulering voor beide categorieën van instellingen. Artikel 3 van het ontwerp ware derhalve te lezen als volgt :

"Artikel 3.-

Artikel 3 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3._ Het in de artikelen 1 en 2 bedoelde verzet wordt ingesteld, vervolgd en berecht volgens de regelen van de rechtspleging van gemeen recht, behoudens de volgende afwijkingen :

- Het exploot tot verzet wordt betekend aan de persoon of aan een van de personen belast met het dagelijks beheer van de private spaarkas of van de onderneming die het spaar- of het depositoboekje heeft geopend, en vermeldt, op straffe van nietigheid, de hoedanigheid waarin hij die verzet doet, handelt, benevens de naam, voornamen, geboorteplaats en -datum van de minderjarige of van de gehuwde vrouw.

.../...

- Binnen acht dagen te rekenen van de datum der betening van het exploot, is hij die verzet doet, op straffe van nietigheid van zijn verzet, gehouden de minderjarige of de gehuwde vrouw tot geldigverklaring te dagvaarden en de persoon of een van de personen belast met het dagelijks beheer van de private spaarkas of van de onderneming die het spaar- of het depositoboekje heeft geopend, de eis tot geldigverklaring aan te zeggen.

- De termijn om verzet aan te tekenen of om hoger beroep in te stellen,bedraagt acht dagen, te rekenen van de betekening van het vonnis ; de termijn om zich in cassatie te voorzien, bedraagt vijftien dagen.

- De in kracht van gewijsde gegane beslissing wordt betekend aan de persoon of aan een van de personen belast met het dagelijks beheer van de private spaarkas of van de onderneming die het spaar- of het depositoboekje heeft geopend.

- De betekeningen aan de personen belast met het dagelijks beheer kunnen bij ter post aangetekende brief worden gedaan".

\+
\+ \+

Over de vorm van het ontwerp zijn nog de volgende opmerkingen te maken :

Het opschrift leze men als volgt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 30 april 1958 waarbij voor bepaalde spaargeldinleg de handelingsbekwaamheid van de gehuwde vrouwen van de minderjarige wordt uitgebreid".

.../...

De inleidende volzin van artikel 1 dient te worden gelezen als volgt :

"Artikel 1, eerste lid, van de wet van 30 april 1958 waarbij voor bepaalde spaargeldinleg de handelingsbekwaamheid van de gehuwde vrouw en van de minderjarige wordt uitgebreid, wordt met de volgende bepaling aangevuld : ...".

De inleidende volzin van artikel 2 dient te worden gelezen als volgt :

"Artikel 2, eerste lid, van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld : ...".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

J.LIMPENS, assesseurs de la section de législation,
P.DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.W.VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.